

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 St-Étienne

St-Étienne, le 27/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AUBERT ET DUVAL

BP 141
42700 Firminy

Références : UID4243_EAR_025_361

Code AIOT : 0006103348

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/11/2025 dans l'établissement AUBERT ET DUVAL implanté Rue de la Tour de Varan - Colonel Riez BP 141 42700 Firminy. L'inspection a été annoncée le 30/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suites des deux inspections de 2024 au titre de :

- pollution orangée récurrente de la rivière Ondaine (rapport n° P4S-24-54) ;
- l'action régionale 2024 sur le thème du contrôle des rejets aqueux (OCP 2024).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AUBERT ET DUVAL
- Rue de la Tour de Varan - Colonel Riez BP 141 42700 Firminy
- Code AIOT : 0006103348
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

Le site AUBERT et DUVAL de FIRMINY réparti sur 20 ha appartient à un consortium (fabrication d'alliages de hautes performance - 3800 collaborateurs - 14 sites dont 9 sites industriels France).

Ce site de Firminy comprend 160 collaborateurs dont les activités de forge sont destinées aux usages : outillages, défense terrestre, nucléaire, aéronautique. Les volumes de production sont relancés depuis 2022.

L'activité de l'aciérie est arrêtée depuis 2018 ; la réception de lingots s'opère depuis le site LES ANCIZES-COMPS (63) où l'activité a été transférée.

Le site comprend notamment:

- une presse de 4 500 t avec manipulateur 50 t ;
- pour le traitement thermique, 11 fours horizontaux et 2 fours verticaux ;
- pour la trempe, 2 bâches horizontales (eau et huile) et 1 bêche à eau verticale ;
- 2 presses de finition ;
- pour le travail mécanique : 8 tours parallèles dont 5 jusqu'à 22 m de long et d'autres outils de travail mécanique des métaux (scies, foreuses...).

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

* En dehors des points de contrôles suivants, il est précisé que le site fait l'objet d'une panne depuis juillet 2025 sur une machine essentielle à la chaîne de production : presse de 4500 tonnes présentant une fissure sur sa traverse.

Le site fonctionne donc à bas régime (placé actuellement en activité partielle de longue durée (APLD)).

Des travaux provisoires permettront une reprise partielle début 2026, des travaux pérennes devant permettre un retour aux niveaux habituels de production pour l'été 2026.

Dans ces conditions, l'inspection rappelle la nécessité de circonstancier ses déclarations en termes de rejets atmosphériques pour les exercices de 2025 et 2026.

*Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Déchets	Arrêté Préfectoral du 05/03/1993, article 2-5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
3	Réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-III	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Collecte des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-III	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
5	Sécurité électrique	Rapport du 30/05/2023, Point de contrôle n°9	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Étude de dangers	Code de l'environnement, article L 181-14 alinéa 3	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
8	Classement du site	Code de l'environnement, article R. 511-9	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Galerie minière	Code de l'environnement , article L.512-20	Sans objet
7	Pollution Ondaine – Hydrocarbure	Code de l'environnement, article R. 512-69	Sans objet
9	Cessation partielle d'activité	Code de l'environnement, article R. 512-39	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des suites sont attendues en matière d'évacuation de déchets au niveau de l'aciérie, de connaissance des réseaux (eaux pluviales se jetant dans l'Ondaine), d'étanchéification des ouvrages au niveau de l'aciérie et de déconnexion des rejets dans la galerie minière, de consolidation du projet de classement des activités du site (rubriques ICPE), de premiers travaux de prises en compte des aléas miniers du site en matière de risques accidentels et de confirmation de la bonne sécurisation électrique de la galerie minière.

Par ailleurs, la visite d'inspection a permis de réaliser un point sur :

- l'avancement des perspectives de travaux pour le curage des boues de la galerie minière ;
- l'avancement des démarches concernant la zone d'expédition (démarche de 1/3 demandeur ; cession) ;
- les prochaines obligations de télédéclaration en cas d'accident.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Galerie minière

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L.512-20
Thème(s) : Risques chroniques, Galerie minière - curage de boues (intervention DPSM) Prescription contrôlée
Prescription contrôlée : En vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités. Ces mesures sont prescrites par des arrêtés pris, sauf cas d'urgence, après avis de la commission départementale consultative compétente. En suite du point de contrôle n°9 du rapport de visite d'inspection du 21.12.2023 n°UID4243-EAR-024-004.

Constats :

L'exploitant présente au représentant de la Direction Prévention et Sécurité Minière (DPSM) les éléments de connaissances relatifs à la galerie minière, et ses réseaux connectés, identifiée sur le site tant sur plan qu'à l'aide d'une visite sur le terrain.

Il précise les informations nécessaires et les conditions d'accès à la DPSM afin de réaliser les investigations complémentaires nécessaires au dimensionnement de futures opérations de curage de boues présentes dans l'ouvrage.

À ce stade pour la DPSM, la réalisation des travaux est prévue pour l'année 2027.

L'exploitant indique solliciter son service juridique sur la préservation de la mémoire de l'ouvrage de la galerie minière.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Rappelant les termes du courrier du 29.05.2023* en réponse à l'inspection, une prochaine visite permettra de faire le point sur l'avancée des connaissances, les modalités et conditions d'intervention ainsi que les répartitions respectives sur le budget prévisionnel des opérations de curage de la galerie minière.

**"Nous avons réalisé des analyses de l'eau et des boues par la société Bureau Veritas" [...] Ces analyses montrent: [...] *dans les boues: [...] -des concentrations croissantes de l'amont vers l'aval pour le molybdène et le nickel, qui étaient des éléments d'alliages des aciers spéciaux élaborés par l'ancienne aciérie. Il est donc probable que la présence de molybdène et de nickel dans les boues ayant sédimenté dans la portion de galerie minière cheminant sous l'ancienne aciérie soit liée aux activités de celle-ci, puisque les poussières et donc les MES des eaux rejetées dans cette galerie pouvaient contenir ces métaux.[...]*

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/1993, article 2-5

Thème(s) : Risques chroniques, Propreté et évacuation des poussières et matières dangereuses ou polluantes

Prescription contrôlée :

Tous les déchets produits par l'établissement devront être éliminés dans des conditions propres à garantir la protection de l'environnement. [...] Dans l'attente de leur élimination toutes précautions (fréquence d'enlèvement, aires étanches,...) seront prises pour que les dépôts de déchets ne soient pas à l'origine d'un danger ou d'une gêne pour le voisinage, notamment par des odeurs ou d'une pollution des eaux superficielles ou souterraines.

Par ailleurs, cf. le courrier du 06.11.2017 relatif à la notification de cessation d'activité partielle qui indique au §3 Mesures de mise en sécurité « dans le respect de la réglementation ICPE une mise en sécurité des installations arrêtées sera effectuée et portera sur :

- la suppression des risques gaz ;
- la l'évacuation des produits dangereux et gestion des déchets présents sur la zone ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

<p>- l'adaptation de l'atelier pour la réutilisation. Ces mesures ont d'ores et déjà commencé et seront, soient complètement effectives, soient planifiées à compter de la cessation définitive. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a produit un calendrier de nettoyage des poussières dans sa réponse du 20/09/2024 ; l'aciérie est ainsi compartimentée en 7 zones d'intervention pour nettoyage.</p> <p>Avec un décalage sur le calendrier initial (dernier délai indiqué à juin 2025, toutes zones confondues), les interventions sur les zones 4 et 5 sont prévues la semaine suivant l'inspection. Une troisième phase de travaux de nettoyage est prévue sur 2026.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet sous 6 mois un rapport de récolement de l'ensemble des opérations de nettoyage comprenant notamment la mise à jour de la chronologie effectivement réalisée des opérations ainsi que la synthèse des volumes évacués par zone et par phase de travaux, accompagnés d'une annexe de leurs bordereaux de suivi.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 3 : Réseaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-III</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ; - les secteurs collectés et les réseaux associés ; - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; - les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant confirme l'exhaustivité des connaissances à date du plan fourni en termes de réseaux présents au droit de l'aciérie. Il indique cependant ne pas avoir procédé à la consolidation des points de rejets dans l'Ondaine.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant fournit sous 3 mois un plan des réseaux mis à jour au regard de la consolidation réalisée (base documentaire et terrain) sur les points de rejet dans l'Ondaine.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Collecte des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-III
Thème(s) : Risques chroniques, Séparation des flux (pollués ou susceptibles de l'être ; non pollués)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales non polluées et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique ne pas avoir procédé à la reprise des ouvrages pour assurer l'étanchéité des tampons au motif des opérations en cours dans l'aciérie.</p> <p>Par ailleurs, en suite du positionnement fourni par courrier du 20/09/2024 de ne plus utiliser la galerie comme collecteur des eaux pluviales, l'étude de faisabilité pour une déconnexion des eaux pluviales de toiture n'a pas été réalisée.</p> <p>L'exploitant indique que les linéaires reliant les deux puisards (ASV et Four) à la galerie ne sont plus l'objet de flux en l'absence de fonctionnement des pompes de rabattement de nappe utilisées précédemment pour la sécurisation des activités de l'aciérie</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection confirme que l'étanchéification des points d'entrée peut s'opérer par une reprise des têtes des différents ouvrages sans nécessairement procéder à leur comblement, moyennant des dispositions rendant pérenne leur fonctionnalité.</p> <p>Cette étanchéification est attendue sous 3 mois, avec transmission d'un rapport à l'inspection.</p> <p>Il est attendu sous 6 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la production d'une étude de déconnexion des ouvrages d'eaux pluviales en direction de la galerie afin de donner suite au positionnement de non-usage de la galerie comme collecteur; - une déconnexion des puisards à la galerie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Sécurité électrique

Référence réglementaire : Autre du 30/05/2023, article Point de contrôle n°9
Thème(s) : Risques chroniques, Galerie minière
Prescription contrôlée : Mise en sécurité électrique du site.
Constats : L'origine des câbles électriques présents dans la galerie est identifiée par le courrier en réponse du 20.09.2024. L'exploitant indique procéder cependant à une vérification pour assurer la sécurité de tout intervenant dans la galerie, malgré l'arrêt des installations alimentées (2 fours de 10t et 20 t). Il précise par ailleurs qu'un projet d'ampleur (sur 10 ans) de refonte l'ensemble du réseau électrique du site va être engagé, notamment aux fins de sécurisation de la production.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Un retour sous 1 mois est attendu afin d'attester de l'absence de risque électrique dans la galerie minière.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Étude de dangers

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L 181-14 alinéa 3
Thème(s) : Risques accidentels, Risque minier
Prescription contrôlée : L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, <u>mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.</u> Il est par ailleurs rappelé les dispositions de l'article L. 181-25 du code l'environnement : Le demandeur fournit une étude de dangers qui précise les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 en cas d'accident, <u>que la cause soit interne ou externe à l'installation.</u> Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation. En tant que de besoin, cette étude donne lieu à une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite. Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents.

<p>Constats :</p> <p>Quel que soit l'aléa à étudier, l'exploitant indique ne pas disposer d'une étude de dangers (EDD) pour son site, même partielle. L'encadrement de ses activités (arrêtés préfectoraux ; antériorité) n'en a pas prescrit l'élaboration à ce jour.</p> <p>Il précise cependant ne pas découvrir le contexte minier de son site et de son environnement, des travaux conséquents de comblements de cavités ayant eu lieu par le passé afin de conforter les assises de bâtiments accueillant des installations.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La récente approbation du Plan de Prévention des Risques Miniers (PPRM) de la vallée de l'Ondaine par arrêté préfectoral n°DT-25-0334 du 30 juin 2025, opposable à compter du 9 août 2025, amène l'inspection à rappeler :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la liste des différents aléas recensés sur le périmètre du site par les informations cartographiques disponibles en ligne* ; - la base documentaire du dossier d'urbanisme approuvée du PPRM**, dont son règlement et les cartes du zonage réglementaire. <p>Dans un premier temps, il est alors demandé à l'exploitant de fournir à l'inspection sous 6 mois un rapport d'examen des aléas miniers appliqués à son site permettant d'alimenter une analyse préliminaire des risques d'une étude de dangers.</p> <p>* https://carto2.geo-ide.din.developpement-durable.gouv.fr/frontoffice/?map=5d1da160-4874-438d-9aee-15e17cae2eaf#</p> <p>** https://www.loire.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Risques-naturels.-miniers-et-technologiques/Risques-miniers/2-Les-plans-de-prevention-des-risques-miniers-PPRM-Un-outil-de-prevention/PPRM-de-la-Vallee-de-l-Ondaine/PPRM-de-la-Vallee-de-l-Ondaine</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 7 : Pollution Ondaine – Hydrocarbure

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 512-69</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Pollution Ondaine – Hydrocarbure</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des</p>

éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a informé par mail du 05.08.2025 de l'observation de traces d'hydrocarbures dans l'Ondaine donnant lieu à la pose d'un barrage filtrant.

Il confirme :

- la récurrence de ces observations ;
- l'absence de nouvel épisode depuis cet événement dont l'origine a été confirmée avec les services de la Stéphanoise des eaux comme étant d'origine hors site ;
- l'absence de source identifiée par les services de la collectivité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection rappelle les nouvelles modalités de télédéclaration au titre de l'article R. 512-69 du code de l'environnement à compter du 01.01.2026 à partir de : <https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939>

L'exploitant intègre à ses procédures de gestion d'incidents-accidents ces nouvelles modalités, étant indiqué que le Bureau d'Analyse des Risques et Pollutions Industriels (BARPI) a publié 3 documents* pour aider les exploitants :

- un modèle de rapport d'analyse d'accident (ou d'incident) ;
- la notice associée à ce modèle ;
- et un document pédagogique pour aider tout exploitant d'ICPE dans l'analyse d'un événement, avec un focus mis sur la recherche des causes profondes.

*<https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/en-cas-daccident/informer-linspection-des-installations-classees-dun-accident/>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Classement du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R 511-9

Thème(s) : Situation administrative, Mise à jour des rubriques

Prescription contrôlée :

La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Constats :

En suite de l'arrêt des activités de l'aciérie, l'exploitant rappelle la proposition de classement figurant en p.11 du document "2019-10-22 - AD Firminy - Synthèse des évolutions des prescriptions préfectorales pour mise à jour des rubriques du site".

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande sous 3 mois le passage en revue de cette proposition de 2019 pour : - vérification des descriptions des installations ; - examen de la rubrique 2713 au cas précis des activités du site ; - respect des règles de (non-)double classement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Cessation partielle d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R 512-39
Thème(s) : Situation administrative, Zone d'expédition
Prescription contrôlée : - R512-39-1 CE I.-Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39. - R512-39-3 CE relatif au mémoire de réhabilitation
Constats : L'inspection a reçu par courrier du 25.10.2024 le dossier de réhabilitation de la zone d'expédition sous la référence du rapport n° REH2023N02669-RAM-RP-00001-3.0 (RAMBOLL - Mars 2024). L'exploitant informe que la lettre d'intention de la collectivité du 20.01.2023 n'a pas encore donné lieu : - à une démarche de tiers demandeur en référence à l'article L. 512-21 du code de l'environnement) ;

- les échanges étant toujours en cours entre EPORA, SEM et l'exploitant, à l'acte de cession du tènement de la zone d'expédition.

En suite de compléments d'investigations, un plan de gestion est cependant en cours de finalisation (Bureau d'études TESORA).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection rappelle la nécessité de l'encadrement par une procédure de tiers demandeur afin que les actes précèdent bien les interventions futures.

Il est attendu un courrier adressé au représentant de l'État dans le département en ce sens, assorti ou non (transmission dans un second temps) du plan de gestion.

Type de suites proposées : Sans suite

Annexe confidentielle
Non communicable au public

Nature du caractère confidentiel :

- ☐ Information sensible ⁽¹⁾
☐ Secret industriel
☐ Autres : Précisions hors inspection d'échanges entre DPSM et Exploitant

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. instruction du gouvernement du 12 septembre 2023). Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux...

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

Nom du point de contrôle : Galerie minière
Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L.512-20
Information confidentielle : La DPSM indique qu'un cahier des charges pour lancer la maîtrise d'œuvre pour la réalisation des travaux, avec une première phase d'investigations est en cours de finalisation, à l'appui notamment des suites de l'introduction à cette inspection. Ces investigations complémentaires prévues, programmées sur un budget 2026 (en suspens à date), comprennent : - la réalisation de 2 sondages derrière le mur en pierre de la galerie, au droit de l'aciérie ; - un passage de caméra ; - la caractérisation des boues (choix de la filière déchets adaptée) et leurs hauteurs dans l'ouvrage ; - le dimensionnement des travaux et demande de budget pour la réalisation des travaux en 2027. La DPSM identifie la présence d'une buse colmatée, très probablement à l'origine des effets de chasse générant des "relargages" de boues dans l'Ondaine. Il prend note de la remarque de l'exploitant sur la question de la préservation ou du déplacement de la zone de décantation. Ce point, en même temps que les suites d'investigations complémentaires, seront intégrées au rapport présentant le chiffrage et le dimensionnement (dont volumes à retirer) des opérations de curage des boues. Ce rapport, est attendu pour le second semestre 2026, fera l'objet d'une présentation pour échange avec l'exploitant.